

LES FACTEURS DE LA DÉSCOLARISATION EN MILIEU RURAL TUNISIEN. L'EXEMPLE DE LA KROUMIRIE ET D'EL FAOUAR

Bénédicte GASTINEAU

*IRD, Laboratoire Population-Environnement
Université Saint-Charles, Marseille, France*

Résumé

Le succès des politiques scolaires en Tunisie ne doit pas cacher la permanence de certaines inégalités. Il existe au moins une double inégalité d'accès à l'école : selon le sexe et le milieu de résidence. Les facteurs qui entravent encore l'accès des ruraux à l'école sont mal connus : avec le manque d'infrastructure, l'implication des enfants dans le travail domestique et agricole figure parmi les obstacles les plus souvent cités.

L'étude de deux zones rurales montre que les raisons de la déscolarisation ne sont pas toujours le travail agricole des enfants, ni l'éloignement des écoles. Pour une première zone, la Kroumirie, la nécessité d'une pluri-activité pour se soustraire à des situations de forte précarité explique la déscolarisation. À El Faouar, le contexte économique plus favorable qu'en Kroumirie et le système de production oasien favorisent la diffusion de la scolarisation. Nombreux sont les garçons qui poursuivent leurs études jusqu'au baccalauréat. Quant aux filles, leur scolarisation est plus longue que dans beaucoup d'autres zones rurales, leur niveau d'études est valorisé à travers les stratégies matrimoniales.

L'article met ainsi l'accent sur la complexité de la relation « stratégies éducatives, familles et dynamiques démographiques » et sur la nécessité de contextualiser l'étude de ces stratégies.

Mots-clés : Tunisie, Milieu rural, Déscolarisation, Travail, Migration.

1. La réussite des politiques scolaires en Tunisie et la persistance d'inégalités spatiales et de genre

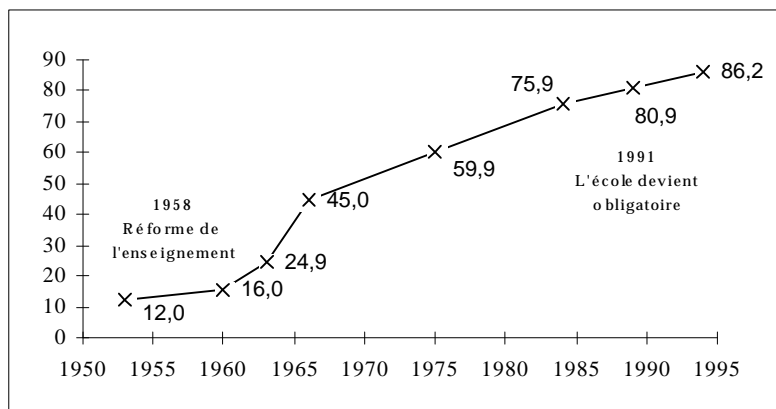
En 1953, à la veille de l'Indépendance (1956), le taux de scolarisation à l'école primaire (6-14 ans) en Tunisie est de 12 %. Les élèves sont pour la plupart des garçons et des urbains. Cohabitent alors plusieurs systèmes de scolarisation (écoles franco-arabes, écoles françaises, écoles coraniques) qu'une réforme unifie en 1958. Cette réforme est ambitieuse et souhaite aboutir à la démocratisation de l'école (article 2 de la loi du 4 novembre 1958). Des moyens très importants ont été mis en œuvre : entre 1964 et 1968, un quart du budget de l'État est alloué à l'enseignement. Le nombre de classes est multiplié environ par 2 en 8 ans (entre 1958-1959 et 1966-1967) et le nombre d'instituteurs par 2 en 5 ans (entre 1958-1959 et 1963-1964). La démocratisation est devenue effective grâce à une forte distribution de bourses d'étude provenant soit du Secrétariat d'État à l'Éducation Nationale, soit de Comités de Solidarité officiant au niveau des régions (Sraieb, 1977).

La progression de la scolarisation s'est faite dans un contexte économique plutôt favorable jusqu'au début des années 1980 et avec des perspectives d'emploi optimistes à la sortie de l'école. La Tunisie a perdu, au moment de l'Indépendance, une grande partie de ses cadres. Il fallait donc les remplacer. Le développement du système scolaire a permis d'en former et d'en recruter un grand nombre.

Le taux de scolarisation a rapidement augmenté après 1958. Dès le début des années 1970, la moitié des 6-14 ans¹ fréquentent les établissements d'enseignement primaire. Le taux de scolarisation n'a cessé de croître et, en 1991, lorsque l'école devient obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans (article 2 de la loi du 6 août 1991), il est déjà supérieur à 80 % (figure 1).

1. Le premier cycle de l'école de base accueille les enfants de 6 à 14 ans, les taux de scolarisation officiels (nombre d'enfants scolarisés de 6-14 ans rapporté à la population de 6-14 ans) sont calculés sur cette tranche d'âge.

Figure 1
Taux de scolarisation des 6-14 ans en Tunisie (%)

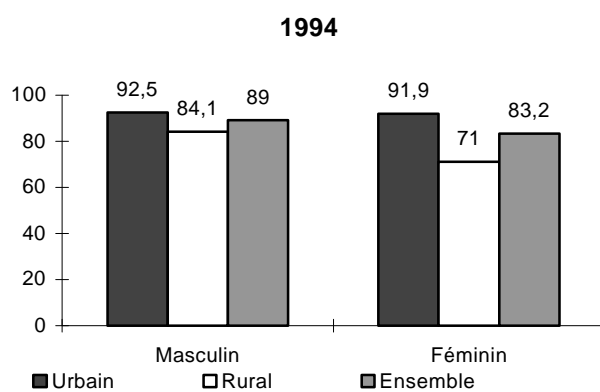
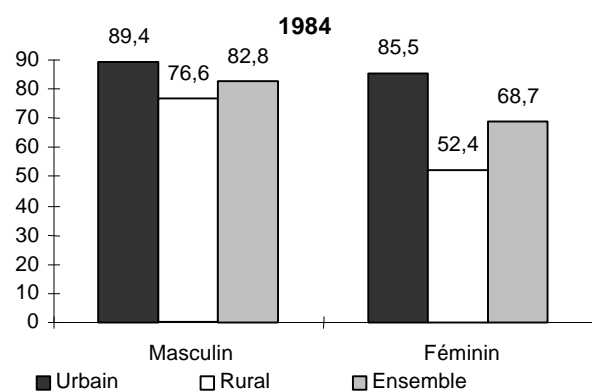
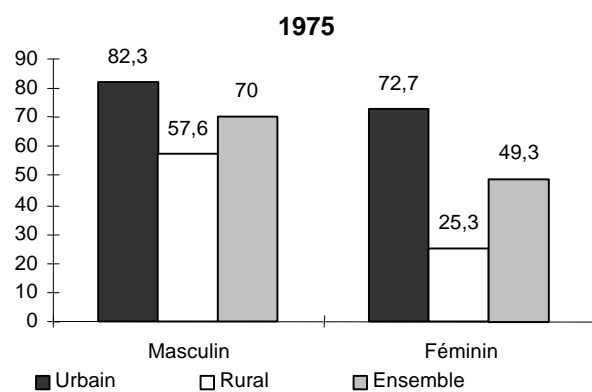


Sources : Sraïeb, 1977, et recensements de la population.

Dans la loi d'août 1991, des sanctions sont prévues pour le tuteur « qui s'abstient d'inscrire son enfant à l'un des établissements de l'enseignement de base ou le retire avant 16 ans alors qu'il est à même de continuer normalement ses études ». Sont exemptés de sanctions les ménages qui habitent à 2 km ou plus de l'école primaire. Au recensement de 1994, 18 % des logements sont éloignés de plus de 2 km d'une structure scolaire de base - en milieu rural, ce chiffre atteint 43 %. Actuellement, presque tous les enfants sont inscrits à l'école primaire : le taux de scolarisation atteint 86 % en 1994 (INS, 1996).

Le succès des politiques scolaires en Tunisie ne doit pas cacher la permanence de certaines inégalités d'accès à l'éducation. Il existe au moins une double inégalité : selon le sexe et le milieu de résidence (figures 2). C'est d'abord dans les villes que la scolarisation primaire a le plus progressé : dès 1975, dans les zones urbaines, une large majorité des filles comme des garçons fréquentent l'école primaire. La même année, en milieu rural, seulement 58 % des garçons de 6-14 ans sont scolarisés et surtout les trois quarts des filles échappent à l'école ; les inégalités entre les milieux de résidence sont donc flagrantes. Pour les garçons, elles vont petit à petit se résorber, même si, en 1994, les jeunes ruraux sont toujours moins scolarisés que les garçons urbains et que les filles urbaines. Les filles rurales, quant à elles, subissent toujours la double inégalité. En 1994, les taux de scolarisation au primaire sont de 84 % pour les garçons et de 71 % pour les filles.

Figures 2
Taux de scolarisation des 6-14 ans par milieu de résidence et sexe
en 1975, 1984 et 1994 (Source : CREDIF, 1996)



Dans l'enseignement secondaire, les taux de scolarisation restent faibles (44 % en 1990) et les inégalités sont nettement plus fortes qu'à l'école de base : la plupart des filles rurales (79 %) ne dépassent pas le niveau d'instruction primaire (CREDIF, 1996). L'accès au cycle secondaire est soumis à l'obtention du diplôme de fin d'études primaires. Les filles ont un taux de réussite à cet examen meilleur que les garçons : en 1995, 62 % des filles ont obtenu le diplôme de fin de premier cycle, contre 59 % des garçons (CREDIF, 1996) et pourtant, elles sont plus nombreuses à abandonner l'école à la fin du cycle primaire. Toutes les statistiques disponibles permettent, d'ailleurs, d'affirmer que le phénomène d'abandon scolaire chez les filles n'est pas lié à un taux plus élevé d'échec scolaire.

Les facteurs qui entravent encore l'accès des ruraux à l'école secondaire sont mal connus. L'éloignement des écoles, l'implication des enfants dans les tâches domestiques et dans le travail agricole sont souvent cités comme les principaux obstacles aux progrès de la scolarisation dans le milieu rural.

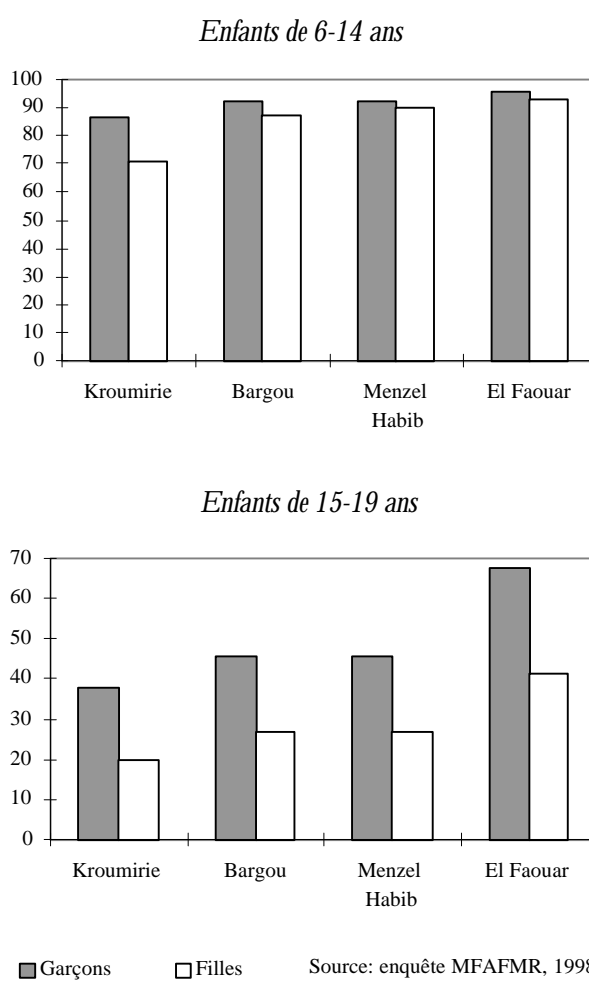
2. Les taux de scolarisation par âge et sexe en milieu rural distincts d'une zone rurale à l'autre

Il faut souligner, tout d'abord, qu'en matière de stratégie éducative, il n'est pas satisfaisant de faire une simple opposition entre zone urbaine et zone rurale. Les résultats d'une enquête menée en 1998 en Tunisie² montrent combien le milieu rural recouvre des réalités et des comportements très divers en ce qui concerne la scolarisation des enfants. Cette enquête, intitulée « Mobilité, fécondité et activité des femmes en milieu rural » (MFAFMR), a été menée dans quatre sites, tous en milieu non communal, du Nord au Sud de la Tunisie (voir la carte de localisation en annexe) :

2. Cette enquête a été réalisée par le Centre de Recherche, d'Études et d'Information sur la femme (Tunis) et la mission tunisienne de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD-Tunis) dans le cadre d'un programme de recherche DYPEN, mené conjointement par l'IRD et sept institutions tunisiennes. L'enquête « Mobilité, fécondité et activité des femmes en milieu rural » (MFAFMR) a porté sur 1 247 ménages, soit 8 118 personnes, pour lesquelles nous disposons, entre autres informations, du niveau de scolarisation atteint ou en cours (pour plus d'informations sur l'enquête, on peut lire Sandron et Gastineau, 2001).

- les délégations d'Aï n Draham et de Tabarka, en Kroumirie,
- la délégation de Bargou,
- la délégation de Menzel Habib,
- les oasis de Sabria et d'El Faouar dans la délégation d'El Faouar.

Figures 3
Taux de scolarisation dans les quatre zones d'enquête



Le taux de scolarisation des 6-14 ans relevé lors de nos enquêtes est de 73 % ; 75 % des garçons et 69 % des filles sont scolarisés. Des disparités importantes existent d'une zone à l'autre (figures 3). C'est en Kroumirie que les taux de scolarisation sont les plus faibles et les inégalités entre les sexes sont les plus importantes : 29 % des jeunes filles de 6-14 ans ne vont pas à l'école. Cette spécificité de la Kroumirie apparaît encore plus nettement si l'on s'attarde sur les taux de scolarisation des 15-19 ans. Un nombre important d'enfants quittent l'école après l'enseignement de base. En Kroumirie, seuls 20 % des filles et 37 % des garçons de 15-19 ans vont à l'école. À l'opposé, à El Faouar, les enfants bénéficient d'une bonne scolarisation : à 15-19 ans, ils sont encore nombreux à fréquenter un établissement scolaire : 67 % des garçons et 41 % des filles.

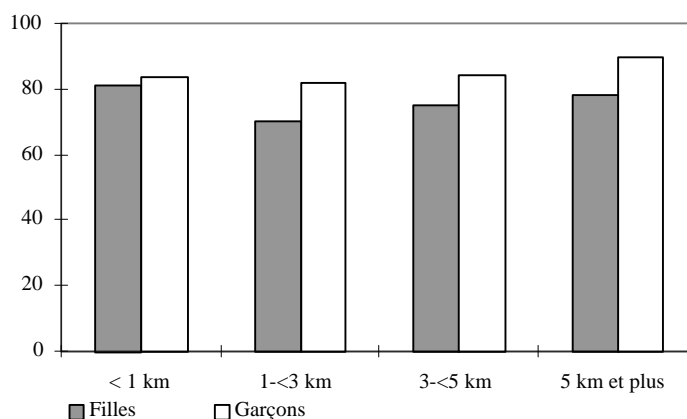
Comment expliquer les différences de scolarisation inter- et intra-zones ? Les facteurs de déscolarisation peuvent être de deux ordres, ils dépendent de l'offre ou de la demande. Dans cette perspective, un facteur explicatif des différences de scolarisation pourrait être l'éloignement des écoles. Certes, les ménages de Kroumirie sont en moyenne beaucoup plus éloignés des écoles primaires et encore plus des établissements secondaires que les habitants d'El Faouar. La distance moyenne à l'école de base est de 2,3 kilomètres en Kroumirie contre 0,6 à El Faouar.

Si la distance à l'école permet d'expliquer les différences inter-zones, elle donne peu d'indications quant aux différences intra-zone. En Kroumirie, on n'observe aucune relation entre l'éloignement des structures scolaires et le taux de fréquentation des écoles (figure 4). Autrement dit, des enfants qui devraient être scolarisés (qui résident à moins de 2 km d'une école) ne le sont pas, et inversement des enfants fréquentent l'école alors qu'ils pourraient être dispensés. De plus, la distance à l'école permet difficilement d'expliquer les inégalités entre les sexes que nous avons observées dans toutes les zones d'enquête.

Puisque, dans les régions qui nous intéressent, l'offre de scolarisation n'explique pas les différences de stratégie éducative d'une famille à l'autre, nous mettrons l'accent sur la demande en matière de scolarisation en la reliant au besoin de main-d'œuvre familiale et en la replaçant dans le contexte agricole et économique local. À travers l'exemple de deux zones d'étude, nous voudrions montrer combien le phénomène d'abandon scolaire est complexe et fortement lié aux conditions de vie

des ménages, d'où la nécessité d'approfondir l'analyse en tenant compte des disparités régionales.

Figure 4
Taux de scolarisation des 6-14 ans en Kroumirie, par sexe et selon la distance entre le logement et l'école primaire



Source : enquête MFAFMR, 1998.

3. L'activité agricole et domestique des enfants : un obstacle à leur scolarisation ?

En Kroumirie comme à El Faouar, les ménages sont avant tout des exploitants agricoles, ils possèdent des terres et un cheptel³. Cependant, l'activité agricole, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, est fortement compromise par la dégradation des conditions environnementales de production (saturation foncière, pénurie d'eau). Répondant à de tels contextes économiques et environnementaux plus ou moins favorables, les ménages adoptent de nouvelles stratégies dont la scolarisation est une composante essentielle.

En Kroumirie, la dégradation, l'érosion des sols et l'interdiction faite aux ménages d'exploiter la forêt qui les entoure rend l'activité agri-

3. En Kroumirie, 83 % des ménages cultivent une terre et 73 % ont un cheptel ; à El Faouar, les chiffres sont respectivement de 81 % et 80 %.

cole peu rentable. Après l'Indépendance, alors que la population connaît encore une forte croissance démographique dans la région, le Code Forestier (1958) limite les droits d'exploitation des ressources forestières et l'extension des surfaces disponibles pour les activités agricoles. Cette situation aboutit, dès les années 1970, à un morcellement des exploitations jusqu'à obtenir de très petites surfaces. Les chefs de ménage ont abandonné l'agriculture au profit d'emplois salariés ruraux ou citadins lorsqu'ils peuvent migrer. Les ménages ont adopté des stratégies de survie fondées sur la pluri-activité, dans lesquelles s'insèrent les choix entre travail et scolarisation des enfants.

À El Faouar, l'activité agricole est actuellement plutôt rentable grâce à la culture de palmiers dattiers dont les récoltes (la *deglet nour*) sont exportées, mais les surfaces cultivables sont limitées et surtout l'eau est, à moyen terme, une ressource épuisable. Le système de production est donc menacé. Tous les enfants des exploitants actuels ne pourront pas bénéficier d'une parcelle dans l'oasis, les propriétés sont déjà très morcelées. Compte tenu de cet environnement, la scolarisation des enfants est favorisée à plusieurs titres : par le niveau de vie des ménages et par le fait que le système de production requiert de moins en moins de main-d'œuvre non qualifiée. Par conséquent, nous verrons que les choix de scolarisation répondent à des objectifs à plus long terme et surtout, pour les filles, à des exigences sociales nouvelles.

Afin de vérifier la relation entre les besoins en main-d'œuvre et la scolarisation des enfants, nous avons classé les ménages en quatre groupes⁴ :

- * Les ménages non exploitants (*ne*) n'ont ni terre ni cheptel. Ils n'ont pas de besoin en main-d'œuvre familiale.
- * Les exploitants agricoles du *Groupe 1* produisent pour leur propre consommation (ou pour le troc). Ils ont de petites surfaces de terre et des petits cheptels (principalement des ovins), leur activité agricole occupe très peu d'actifs.
- * Les exploitants du *Groupe 2* vendent une partie de leur production. La vente est surtout importante les « bonnes années », années où les conditions climatiques sont favorables. La main-d'œuvre sur ces exploitations est presque exclusivement familiale.

4. Cette typologie a été construite à partir d'une enquête socioéconomique et agronomique réalisée sur la même zone, dans les mêmes ménages, toujours dans le cadre du programme de recherche DYPEN.

* Les exploitants du *Groupe 3* produisent pour vendre. Ils ont les superficies exploitées et/ou les cheptels les plus importants. Le niveau de mécanisation est faible dans les régions étudiées. Des choix sont opérés entre main-d'œuvre familiale et main-d'œuvre salariée.

L'agriculture familiale est une caractéristique essentielle du milieu rural étudié. Il s'agit de petites ou moyennes exploitations fondées sur le travail familial et peu mécanisées.

Tableau 1
Répartition (%) des ménages par groupe
à El Faouar et en Kroumirie

Groupe	Kroumirie	El Faouar
Groupe 1	46,5	26,4
Groupe 2	15,9	40,8
Groupe 3	27,7	14,0
Non exploitants	9,9	18,8
Total	100,0	100,0
<i>Nb. de ménages</i>	<i>314</i>	<i>314</i>

Source : enquête MFAFMR, 1998.

4. Activité et scolarisation des enfants en Kroumirie

En Kroumirie, l'activité agricole étant peu rentable, elle est dévalorisée. Par conséquent, les hommes la délaissent de plus en plus pour chercher du travail salarié extra-agricole et, quelle que soit la taille de l'exploitation, l'activité agricole est souvent confiée aux femmes et aux enfants. Ces derniers assument beaucoup de travaux quotidiens : garde du bétail, soins des animaux, mais aussi semis et récoltes.

Les enfants sont de plus en plus sollicités pour garder les troupeaux. Depuis l'Indépendance, en Kroumirie, les effectifs des troupeaux diminuent, les troupeaux ne justifient plus d'être conduits sur de grandes distances et le gardiennage des petits ruminants ne requiert plus de main-d'œuvre spécialisée (Bouju, 1997). Il y a un repli vers une main-d'œuvre non qualifiée (les femmes et les enfants). D'après notre enquête, chez les exploitants qui ont le plus d'animaux (*groupes 2 et 3*), les enfants assument seuls la garde du troupeau dans plus de 20 % des ménages.

L'agriculture étant peu rentable, les ménages adoptent des stratégies de pluri-activité à la recherche de revenus extérieurs. Les emplois salariés locaux sont peu nombreux et très précaires. De plus en plus, les actifs ont recours à la migration. Si la migration des hommes est relativement récente, celle des jeunes filles est beaucoup plus ancienne. En effet, des réseaux bien organisés fournissent aux Tunisois des employées de maison qui viennent presque exclusivement de la région de Béja et Jendouba dont fait partie notre zone d'enquête. Les jeunes filles partent vers 14 ans et ne reviennent définitivement en Kroumirie que lorsqu'elles ont atteint l'âge du mariage. Pendant leur séjour à Tunis, leurs revenus sont intégralement et directement versés à leur père. C'est souvent le seul revenu fixe de la famille. Ceci explique que la migration féminine est fréquente malgré qu'elle soit désapprouvée socialement. Les jeunes filles qui reviennent de Tunis ont beaucoup de difficultés à se marier en Kroumirie, elles ont mauvaise réputation. Les hommes craignent qu'elles ne soient plus vierges ou qu'elles aient pris de mauvaises habitudes « à la ville ». Et pourtant, au moment de l'enquête MFAFMR, en 1998, 7 % des filles de 10-14 ans étaient parties en migration pour occuper ce type d'emplois, 22 % des filles célibataires de 15-19 ans et 26 % de celles de 20-24 ans. Étant employées de maison à temps plein, elles ne sont pas scolarisées. Cette activité entre, bien évidemment, en concurrence directe avec la scolarisation.

Tableau 2
Taux de scolarisation des enfants en Kroumirie selon le type de ménage

Âge/Sexe	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Non exploit.
<i>6-14 ans</i>				
Garçons	81,8	84,3	75,6	94,1
Filles	69,6	68,7	59,4	94,7
<i>15-19 ans</i>				
Garçons	31,0	35,3	50,0	*
Filles	18,4	18,2	11,5	*

* effectifs trop faibles.

Source : enquête MFAFMR, 1998.

Au sein des familles, les choix en matière de scolarisation des enfants vont se faire en fonction, d'une part, de ce contexte agricole et

économique, d'autre part, de leurs ressources propres - économiques et en capital humain. Plusieurs stratégies sont donc possibles.

L'observation du tableau 2 montre une relative similitude des taux de scolarisation dans les *groupes 1 et 2*. Cependant, ces chiffres sont le résultat de stratégies différentes.

Dans la catégorie que nous pourrions qualifier d'*agriculteurs marginaux (groupe 1)*, les besoins en main-d'œuvre sont faibles. Le travail agricole est assuré par le chef de ménage (en plus d'un travail salarié) et sa femme, ses enfants y participent peu. Pourquoi alors déscolarise-t-on ces derniers ? Les garçons qui ne vont plus à l'école se déclarent tous actifs ; en fait, ils se rendent disponibles pour les emplois salariés ruraux et notamment les « chantiers de chômage ». Les chantiers de chômage sont des travaux d'utilité collective (entretien de pistes, reboisement de la forêt) organisés par les pouvoirs publics. Les hommes sont engagés à la journée. Les faibles salaires tirés de ces emplois constituent souvent une grande part du revenu total du ménage. Ce groupe de population vit dans une grande précarité. Pour les actifs, il s'agit d'être toujours disponibles pour la moindre opportunité d'emploi salarié. La scolarisation d'un fils prive les parents d'un revenu « potentiel », même s'il ne peut prétendre qu'à des emplois non qualifiés, précaires et par conséquent peu rémunérés. De plus, ces ménages ont rarement la possibilité de migrer : pour migrer, il faut une mise minimum permettant de se déplacer et d'assurer quelques dépenses sur le nouveau lieu de résidence. Quant aux filles déscolarisées, elles se déclarent le plus souvent « femmes au foyer », elles participent aux tâches domestiques, leur activité agricole est relativement faible. Les parents les déscolarisent pour deux raisons qui tiennent au fait que les ménages ont des stratégies de survie à court terme. Tout d'abord, ils cherchent à minimiser les dépenses de toute sorte, la scolarisation a un coût et, aussi minime soit-il⁵, il pèse souvent lourd dans le budget familial. Ensuite, les chances des filles de valoriser leur formation scolaire sont très faibles. Les parents n'ont alors aucune motivation pour laisser leurs filles à l'école au-delà de l'enseignement de base, même si leur présence à la maison n'est pas indispensable.

5. Le coût de la scolarisation peut être un obstacle, surtout pour l'enseignement secondaire (le lycée est loin, les enfants doivent être internes), mais il n'est pas infranchissable, des systèmes nationaux ou régionaux de bourses d'études existent. La famille (les grands-parents), la « communauté » apportent aussi quelquefois leur soutien financier.

Les ménages du *groupe 2* pratiquent la pluri-activité avec une forte composante migratoire. Leur activité agricole ne leur procurant que de faibles revenus, ils cherchent à multiplier les revenus extérieurs. Beaucoup de chefs de ménage (environ un sur deux) ont déjà émigré⁶ vers les grandes villes pour travailler. Quand ils reviennent au village, ils reprennent leur exploitation et ont des activités salariées ponctuelles selon les offres d'emploi. La migration des enfants fait partie intégrante des stratégies familiales : 20 % des 6-19 ans ont, au moment de l'enquête, été considérés comme « émigrés », c'est-à-dire qu'ils ont quitté leur délégation d'origine depuis plus de 6 mois pour travailler. Cette migration est presque exclusivement féminine : près d'un tiers des jeunes filles (6-19 ans) ont quitté le domicile parental, et toutes sont employées de maison à Tunis. Cette offre de revenus pour les très jeunes filles compromet fortement la progression de la scolarité. Quant aux garçons non scolarisés, un petit pourcentage migre, mais la majorité s'occupent de l'exploitation agricole et surtout du cheptel, pendant que leurs pères sont salariés dans les chantiers de chômage locaux ou à Tunis. La scolarisation des garçons est souvent écourtée quand le chef de ménage (et chef d'exploitation) doit travailler en dehors de l'activité familiale ; les jeunes garçons sont alors sollicités pour prendre en charge le travail agricole.

Le *groupe 3* se distingue clairement. C'est le type de ménages où les besoins en main-d'œuvre familiale sont les plus importants. Les chefs de ménage actifs sont le plus souvent occupés sur place par leur exploitation agricole. On observe, dans ce groupe de population, une spécialisation des enfants. Des garçons sont retirés tôt de l'école pour travailler sur l'exploitation ; on peut supposer que ce sont ceux qui sont désignés comme les successeurs de leur père. Les autres fils poursuivent leurs études et sont même nombreux à accéder à l'enseignement secondaire (50 % des garçons de 15-19 ans vont au lycée). En plus du fils « futur chef d'exploitation », la main-d'œuvre familiale est fournie par les filles, qui sont massivement déscolarisées après l'école de base ; seules 11 % des 15-19 ans vont au lycée. Une partie des filles migrent (15 % des 6-19 ans ont quitté la région, dans la plupart des cas pour être « bonnes » à Tunis), les autres travaillent sur l'exploitation familiale. 42 % des adolescentes (15-19 ans) ont une activité agricole (travail

6. Nous parlons d'émigration lorsque l'individu s'est installé hors de sa délégation d'origine pour une durée supérieure à six mois.

agricole ou garde du cheptel), ce qui est beaucoup plus que dans les autres groupes (tableau 3). La division sexuelle du travail est, dans ce cas précis, très défavorable à la scolarisation des jeunes filles. Les garçons bénéficient, au contraire, du niveau de vie de leur ménage.

Tableau 3
Proportions (%) de filles qui ont une activité agricole,
par âge et par groupe de ménage en Kroumirie

Groupe	6-14 ans	15-19 ans
Groupe 1	22,7	24,4
Groupe 2	14,3	30,0
Groupe 3	33,3	41,7

Source : enquête MFAFMR, 1998.

Les ménages dits *non exploitants* sont peu nombreux (moins de 10 % de l'ensemble des ménages). Ils tirent leurs revenus d'emplois salariés dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics ou dans l'administration (administration forestière, santé, éducation). Les travailleurs indépendants (artisans, commerçants) sont rares. Les *non-exploitants* se distinguent car le taux de scolarisation des 6-14 ans est particulièrement élevé : 94 % des enfants vont à l'école au moment de l'enquête et il n'y a pas d'inégalités liées au sexe. Ces familles misent sur la formation de leurs enfants. Tout d'abord, ces ménages n'ont pas de besoin de main-d'œuvre familiale, ni d'exploitation à transmettre. Les enfants qui quittent l'école doivent donc se diriger vers le marché du travail salarié. Ils ont tout intérêt à prolonger leurs études et notamment à obtenir le baccalauréat, qui reste en Tunisie un diplôme très sélectif et nécessaire pour accéder à certains emplois administratifs. Ensuite, le niveau d'études des chefs de ménage non exploitants est largement supérieur à celui des chefs de ménage exploitants, ce qui favorise la scolarisation des enfants. Enfin, un certain nombre de ces familles disposent d'un capital social, économique et culturel plus important – il s'agit notamment du personnel de la fonction publique (infirmiers, instituteurs...) – qui facilite l'accès à l'enseignement secondaire et à l'emploi.

Ainsi, en Kroumirie, l'analyse des stratégies éducatives par type de ménage selon l'activité agricole permet de conclure que le problème de la scolarisation ne se pose réellement que lorsqu'elle entre en concurrence avec des activités économiques, c'est-à-dire quand l'enfant atteint 13 ou 14 ans. Les ménages font alors des choix entre la scolarisation, le travail familial et l'émigration de leurs enfants en fonction de leur besoin propre en main-d'œuvre et de leur insertion dans les réseaux migratoires.

5. Activité et scolarisation des enfants à El Faouar

La zone d'étude d'El Faouar regroupe deux oasis du Sud tunisien (El Faouar et Sabria) où vivent deux tribus, les Ghrib et les Sabria. L'économie repose sur le système de production oasien et sur la commercialisation des produits agricoles. La datte est un produit d'exportation. L'agriculture est un secteur d'activité rentable qui occupe 58 % de la population active. On observe, pour des raisons historiques, un nombre important – relativement à la Kroumirie – de fonctionnaires et de professions libérales (environ 7 % de la population active résidente). Les ouvriers hors agriculture et les manœuvres sont peu nombreux. La situation de l'emploi est meilleure qu'en Kroumirie : à El Faouar, 68 % des actifs ont un emploi au moment de l'enquête, contre 53 % en Kroumirie, et surtout ces emplois sont moins précaires et plus qualifiés.

Tableau 4
Taux de scolarisation (%) des enfants à El Faouar selon le type de ménage

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Non exploit.
<i>6-14 ans</i>				
Garçons	95,6	94,4	92,1	96,4
Filles	91,3	91,8	89,0	95,7
<i>15-19 ans</i>				
Garçons	63,5	66,2	60,6	68,7
Filles	40,3	30,2	54,5	40,0

Source : enquête MFAFMR, 1998

La mobilité des individus est relativement faible et ne concerne que les hommes. Les émigrants sont souvent des administratifs (policiers, professeurs...) qui ont été mutés hors de la région. Ils migrent presque toujours seuls, laissant leur femme et leurs enfants chez leur père. La dispersion familiale est peu importante : la quasi-totalité des enfants mariés des chefs de ménages que nous avons interrogés se sont installés dans la délégation d'El Faouar.

Les taux de scolarisation sont nettement plus élevés à El Faouar qu'en Kroumirie (figures 3) et les inégalités entre les sexes sont moins fortes, surtout à l'école primaire. Ce qui distingue particulièrement El Faouar dans nos zones d'enquête, c'est le taux de scolarisation élevé des filles dans l'enseignement secondaire (41 %).

Le premier résultat important est que les groupes d'agriculteurs que nous avons définis précédemment montrent une grande homogénéité de stratégies de scolarisation de leurs fils. Seule la scolarisation des filles au lycée varie d'un groupe à l'autre, nous y reviendrons. Il n'y a donc pas lieu de les différencier, mais plutôt de rechercher les facteurs qui interviennent en faveur de la diffusion et de l'allongement de la scolarisation dans toutes les catégories de population.

Tout d'abord, le système de production oasien nécessite peu de main-d'œuvre et une main-d'œuvre très spécialisée. Traditionnellement, dans les oasis, les exploitants pratiquent la culture à étages : palmiers dattiers, arbres fruitiers et maraîchage. À El Faouar, ce système a presque complètement disparu, il ne reste plus que les palmiers. Or, c'est le maraîchage et l'arboriculture qui occupaient les enfants. La culture de palmiers dattiers nécessite une main-d'œuvre adulte et qualifiée. L'élevage est une activité peu importante à El Faouar. Certes, 80 % des ménages ont un cheptel, mais ils ont en moyenne moins de 8 animaux. Ces animaux sont très souvent gardés dans la cour de la maison sous la surveillance des femmes. Il y a, par conséquent, peu de travail sur les exploitations agricoles pour les enfants, et ce quelle que soit la taille de l'exploitation. Ensuite, il n'y a pas de migration d'enfants. Dans l'enquête MFAFMR, il n'a été signalé aucun cas d'enfant de 6-19 ans habitant hors de la délégation d'El Faouar. Les revenus des actifs adultes suffisent souvent à subvenir aux besoins du ménage, il n'y a pas de raison d'envoyer les enfants en migration. Contrairement à la Kroumirie, le travail des enfants n'apparaît pas comme une nécessité économique. Travail et scolarisation n'entrent pas en concurrence.

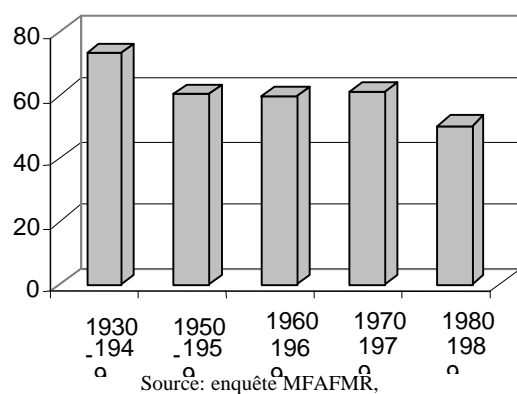
À El Faouar, l'activité féminine est quasiment nulle, 83 % de la population active est masculine et seules 35 % des femmes en âge d'activité sont occupées. Les femmes nées à El Faouar ne migrent pas. Elles se marient à El Faouar, l'endogamie est forte et elles ont peu d'occasion de quitter la région. Si les maris partent en migration, elles rejoignent les ménages de leurs beaux-parents. Les normes sociales et les systèmes de représentation de la division sexuelle du travail interdisent aux femmes et encore plus aux jeunes filles d'avoir une activité rémunérée. En Kroumirie, ces normes se sont assouplies devant la nécessité économique de multiplier les revenus extérieurs et à cause d'un type d'offre d'emplois destinés exclusivement aux femmes.

Pourquoi alors plus de 40 % des jeunes filles d'El Faouar poursuivent-elles leurs études au lycée si elles n'ont aucune perspective de vie active ? Quel intérêt les parents trouvent-ils à la scolarisation des filles ? Cet intérêt n'est pas de nature économique : la scolarisation a un coût et n'ouvre pour les femmes que très peu de perspectives d'emploi. La valorisation de la scolarisation des femmes est en partie d'ordre social. Elle intervient notamment dans les stratégies matrimoniales. Le mariage consanguin est toujours dominant, la préférence reste le mariage entre cousins germains, mais il régresse lentement (figure 5). Lorsque la jeune fille se marie hors du réseau familial proche, son niveau d'éducation est d'une grande importance. La norme sociale veut qu'on évite de placer un homme dans une position diminuée au sein de la famille en le mariant à une fille nettement au-dessus de sa condition. Les femmes éduquées devront être mariées à des hommes qui ont un niveau d'études au moins égal et de préférence supérieur (Courbage, 1999). Plus leur fille est scolarisée, diplômée, plus les parents peuvent espérer un gendre élevé dans la hiérarchie sociale et tribale. À El Faouar, la conception du mariage reste celle de l'alliance entre deux familles, le choix des brus comme celui des gendres est primordial pour le prestige social de la famille. L'éducation des filles peut servir ce prestige social.

On observe, d'ailleurs, que c'est dans les groupes où le mariage consanguin est le moins fréquent que le taux de scolarisation des filles dans le secondaire est le plus élevé. De la même façon que les stratégies de fécondité visent « à produire le plus d'hommes possibles et le plus vite possible » pour défendre les intérêts du groupe – en l'occurrence, à El Faouar, les intérêts de la tribu – on peut penser que les stratégies éducatives visent à produire des hommes et des femmes les plus éduqués possibles. Les conflits d'intérêt entre les Sabria et les Ghrib sont

nombreux, notamment dans l'attribution des nouvelles parcelles oasiennes. Leurs forces sont politiques, économiques et symboliques, les stratégies de scolarisation entrent dans ce cadre.

Figure 5
Proportion (%) de mariages consanguins à El Faouar
selon l'année de consommation du mariage



Source: enquête MFAFMR, 1998.

Il ne s'agit là que d'hypothèses pour expliquer la scolarisation féminine. Il faut préciser que la scolarisation des filles dans le secondaire est récente, elle coïncide avec la construction du collège et lycée à El Faouar, il y a seulement à peine 10 ans. Avant, pour poursuivre ses études secondaires, il fallait se déplacer vers la ville la plus proche (Kébili ou Gabès). Il était alors tout à fait impossible qu'une jeune fille quitte l'oasis pour étudier.

On trouve aujourd'hui à El Faouar des générations de jeunes filles avec un baccalauréat, qui ne peuvent pas avoir de vie active et qui ont peu d'occasion de faire valoir leur niveau d'éducation. Elles sont pour l'instant relativement peu nombreuses, mais de plus en plus de femmes vont sortir diplômées du lycée. Il sera intéressant d'observer à long terme les effets sur les comportements démographiques et surtout sur les relations de genre dans cette société où, pour l'instant, le statut de la femme reste très dévalorisé.

6. Conclusion

Il faut tout d'abord noter la forte progression de la scolarisation primaire en Tunisie, en milieu urbain comme en milieu rural. Des inégalités persistent entre les milieux communal et non communal, mais elles tendent à se résorber. Il semble maintenant acquis pour tous les parents que les jeunes enfants doivent aller à l'école. Les parents sont convaincus de l'importance d'avoir un minimum de bases en lecture et en calcul qui leur font souvent défaut à eux.

L'analyse plus précise des stratégies de scolarisation dans deux zones rurales tunisiennes a permis de montrer combien les choix d'éducation sont complexes et soumis à de nombreux facteurs d'ordre socio-économique. Les différences entre les zones et entre les groupes de population à l'intérieur d'une même zone sont de nature diverse, mais partout l'abandon scolaire est plus fort chez les jeunes filles.

Si l'activité salariée des femmes progresse en Tunisie, il n'en est rien dans nos zones d'enquête, même si les femmes jouent un rôle économique très important. Leur travail reste informel et en aucun cas elles ne peuvent prétendre à des emplois qualifiés, surtout dans une situation où le chômage des hommes est très fort. Les parents sont peu motivés pour investir dans la scolarisation de leurs filles. D'autant plus qu'une fois mariées, elles n'apportent aucun soutien à leurs parents.

L'étude de la Kroumirie est intéressante car cette région présente une spécificité : l'opportunité offerte aux jeunes filles d'aller travailler à Tunis. Ce type d'emploi compromet leur scolarisation et donc renforce la ségrégation entre les sexes déjà importante dans les ménages ruraux. Les parents ont tout intérêt à faire travailler au maximum leur fille avant son mariage, surtout que l'intégralité de ses revenus leur est versée. La migration à Tunis sert ces objectifs. Plus la jeune fille part jeune, plus les revenus qu'elle génère seront importants, le temps passé en scolarité joue donc contre les intérêts économiques des parents. Notre questionnement portait plus précisément sur la relation entre les besoins en main-d'œuvre familiale et les stratégies de scolarisation. En Kroumirie, nous pouvons donc conclure que le facteur le plus important n'est pas le besoin de main-d'œuvre sur l'exploitation agricole, mais bien la nécessité d'une pluri-activité pour se soustraire à des situations de précarité créées par une très faible rentabilité de l'activité agricole. La progression de la scolarisation des enfants, surtout dans le secondaire, est entravée par la recherche d'un « taux d'occupation ré-

munérée maximal », motivée par une productivité marginale nulle (ou presque) des exploitations familiales et le besoin de liquidités pour la consommation courante du ménage (Sai di, 1998).

À l'opposé, à El Faouar, les enfants ont une activité agricole relativement faible, ils travaillent peu dans l'oasis. L'abandon de certaines pratiques culturelles comme le maraîchage et les arbres fruitiers les a rendus de moins en moins utiles sur l'exploitation. Les besoins en main-d'œuvre familiale ne déterminent pas les stratégies de scolarisation. Le contexte économique favorable, la proximité du lycée favorisent la diffusion de la scolarisation. Une proportion importante des garçons poursuivent leurs études au moins jusqu'au baccalauréat. Quant aux filles, elles sont certes moins nombreuses à accéder à l'enseignement secondaire que les garçons, mais leur parcours scolaire est néanmoins plus long que dans beaucoup d'autres zones rurales tunisiennes. Nous l'avons expliqué par des facteurs d'ordre social comme les stratégies matrimoniales. La scolarisation des enfants à El Faouar participe au dynamisme économique de la région, notamment dans un contexte d'intensification du tourisme dans le Sud tunisien. Si l'activité agricole périclité, la population jeune sera préparée à s'insérer sur le marché du travail national, beaucoup mieux préparée que la population de la Kroumirie.

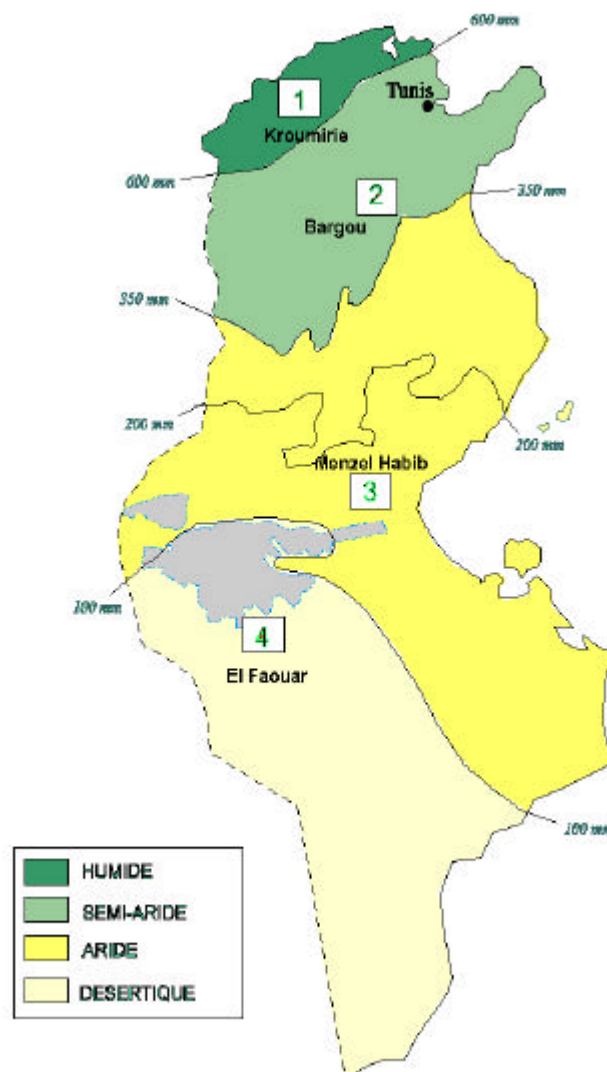
Cette étude comparative sur deux régions montre bien, d'une part, la nécessité de contextualiser l'analyse des stratégies éducatives, d'autre part, la pertinence d'une approche micro-sociale et micro-démographique dans ce champ de recherche.

Références bibliographiques

- BOUJU, S. (1997), *Le développement durable en questions : regard croisé Nord-Sud sur deux régions de montagne méditerranéennes en France (préalpes de Dignes) et en Tunisie (Kroumirie)*, Paris, Thèse de troisième cycle, Université de Paris-Sorbonne.
- CREDIF (CENTRE DE RECHERCHE, D'ÉTUDE, D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION) (1996), *Femmes rurales de Tunisie*, CREDIF, Tunis.
- COURBAGE, Y. (1999), *Nouveaux horizons démographiques en Méditerranée*, INED-PUF, Paris, Travaux et documents, n° 142.
- INS (INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE) (1996), *Recensement général de la population et de l'habitat - 1994*, INS, Tunis.
- SANDRON, F., et B. GASTINEAU, éd. (2001), *Dynamiques familiales et innovations socio-démographiques. Études de cas dans les pays du Sud*, L'Harmattan, coll. « Populations », Paris.

- SRAIEB, N. (1977), « Mutations et réformes de structures de l'enseignement en Tunisie », *Annuaire de l'Afrique du Nord-1967*, CNRS, Paris, p. 45-114.
- SAÏ DI, M. (1998), « La pluri-activité comme stratégie de survie des populations rurales précaires en Tunisie, limites internes et contraintes externes », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 5, p. 777-799.

Annexe. Localisation des zones d'enquête



Dessin : Ayari H., IRD Tunis, 1999.